

**N° DP 23/858**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **PAM DE SAINT-MANDRIER AVENANT N°4 AU BAIL A LOYERS SIGNE AVEC L'ENTREPRISE FRANCE MARINE APPLICATION (FMA)**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P),

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** les statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le bail à loyers signé le 25 septembre 2015 avec l'entreprise FRANCE MARINE APPLICATION (FMA) pour l'occupation de locaux implantés dans l'aile Ouest de l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie sur le Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier, modifié par avenants,

**VU** les statuts de l'entreprise FMA mis à jour le 28 juin 2023,

**VU** le projet d'avenant n° 4, ci-annexé,

**VU** la délibération n°21/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**CONSIDERANT** que les statuts de l'entreprise FMA ont été mis à jour le 28 juin 2023 suite à un rachat de la majorité des parts sociales (70 sur 100) par la SAS TECHNICAL PAINT & SERVICES. Le président de cette société, Monsieur François VERVACKÉ, devient le nouveau gérant de FMA dont la forme juridique passe de SASU à SARL au capital de 7 622,45 €. La raison sociale et l'activité demeurent inchangées,

**CONSIDERANT** que le nouveau gérant a fait connaître son intention de sous-louer une partie de ses locaux, conformément à l'article 13 du bail initial,

**CONSIDERANT** qu'il convient de prendre un avenant au bail à loyers initial, modifié par avenants 1, 2 et 3, pour actualiser la forme juridique et l'identité du gérant de l'entreprise FMA à compter du 28 juin 2023 et autoriser la mise en sous-location d'une partie des locaux,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ACTUALISER** par avenant la forme juridique et l'identité du gérant de l'entreprise FMA, bénéficiaire du bail à loyers du 25 septembre 2015, à compter du 28 juin 2023.

### **ARTICLE 2**

**DE DONNER** un accord de principe à la mise en sous-location d'une partie des locaux n'excédant pas 50% de la surface totale. Le sous-locataire devra impérativement avoir un siège social établi en France et détenir une majorité de capitaux français. L'activité du sous-locataire devra être conforme aux activités autorisées sur le site, à savoir des activités directement liées à la filière du nautisme, de la grande plaisance ou des technologies marines et sous-marines. Le projet de contrat de sous-location, accompagné des statuts et de l'extrait KBIS (datant de moins de trois mois) du bénéficiaire, devra être adressé à la Métropole pour délivrer l'autorisation de sous-location. La Métropole se réserve le droit de refuser toute sous-location dont le bénéficiaire ne remplirait pas ces conditions.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les autres clauses et conditions du bail à loyers initial signé avec l'entreprise FMA le 25 septembre 2015, modifié par avenants, demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

## **ARTICLE 4**

**DE SIGNER** l'avenant n°4 au bail à loyers initial de la société FMA.

La présente Décision sera

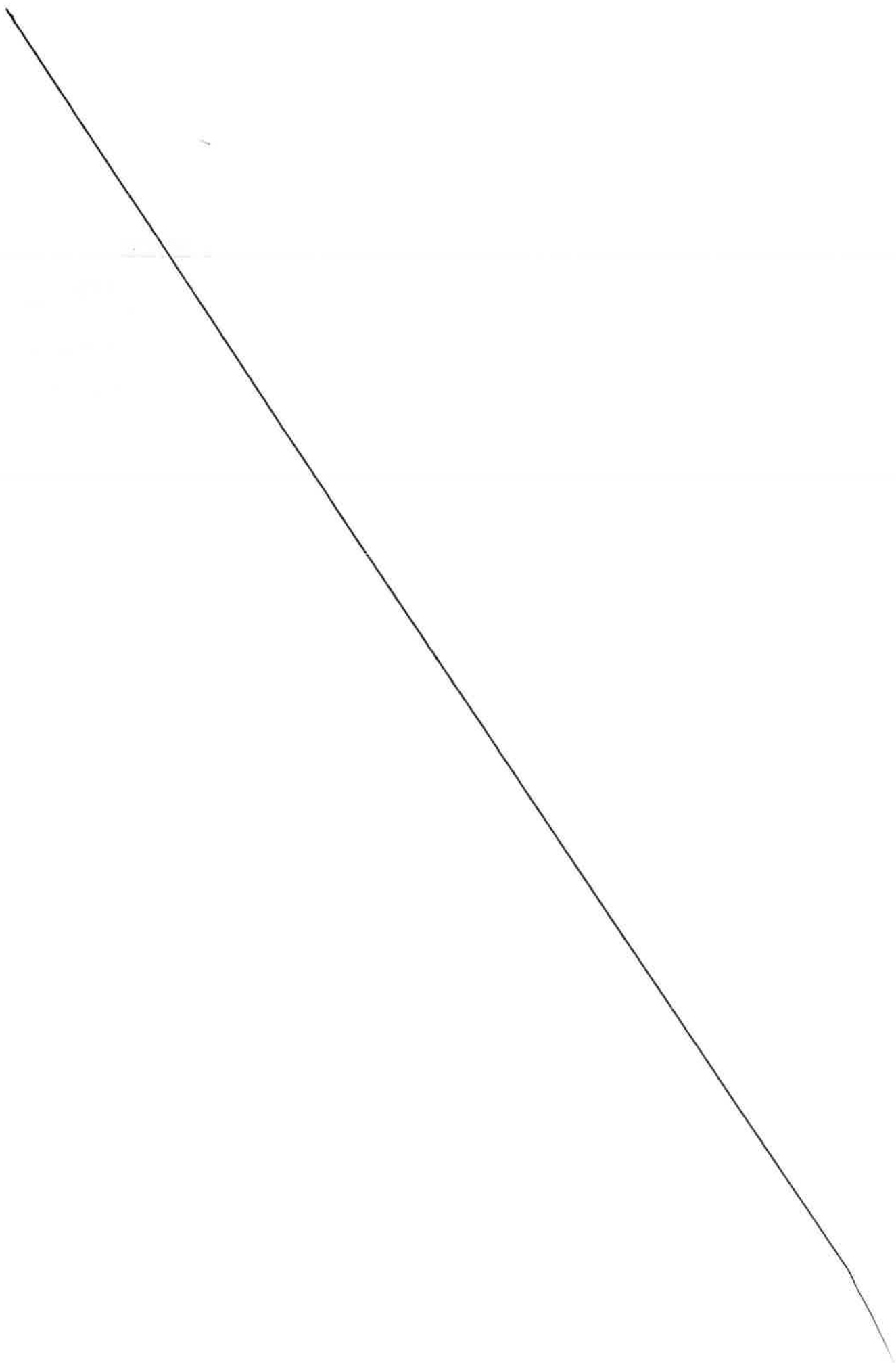
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 12 SEP. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée







**AVENANT 4 AU BAIL A LOYERS DE  
L'ENTREPRISE  
FRANCE MARINE APPLICATION**

**ENTRE :**

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, dont le siège est situé 107 boulevard Henri Fabre à Toulon, représentée par son président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, autorisé en application de la décision n° DP 23/ du 2023,

(« **Métropole TPM** »)

**D'UNE PART,**

**ET**

La **S.A.R.L. FRANCE MARINE APPLICATION**, société à responsabilité limitée au capital de 7 622,45 €, dont le siège social est situé Parc d'Activités Marines, Quai Jean Jaurès, 83430 Saint-Mandrier, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulon sous le numéro 444 131 734 et représentée par Monsieur François VERVACKE agissant en qualité de Gérant habilité à l'effet des présentes,

(« **FMA** »)

**D'AUTRE PART,**

## **ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :**

- (A) L'entreprise FMA dispose depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2015 d'un bail à loyers 3/6/9 ans pour les locaux implantés dans l'aile Ouest de l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie qu'elle occupe sur le Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier.
- (B) Le 28 juin 2023, les statuts de l'entreprise ont été mis à jour suite à un rachat de la majorité des parts sociales (70 sur 100) par la SAS TECHNICAL PAINT & SERVICES. Le président de cette société, Monsieur François VERVACKE, devient le nouveau gérant de FMA dont la forme juridique passe de SASU à SARL au capital de 7 622,45 €. La raison sociale et l'activité demeurent inchangées.
- (C) Par ailleurs, le nouveau gérant fait part de son intention de sous-louer une partie des locaux, conformément à l'article 13 du bail à loyers initial.
- (D) Compte-tenu de ces modifications il convient de prendre un avenant au bail à loyers initial, modifié par avenants 1, 2 et 3, pour actualiser la forme juridique et l'identité du gérant de l'entreprise FMA à compter du 28 juin 2023 et autoriser la mise en sous-location d'une partie des locaux.

## **IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

### **1. OBJET**

Le présent avenant a pour objet d'actualiser la forme juridique et l'identité du gérant de l'entreprise FMA à compter du 28 juin 2023 et autoriser la mise en sous-location d'une partie des locaux.

### **2. OBLIGATIONS DES PARTIES**

1/ Les parties conviennent d'actualiser la forme juridique et l'identité du gérant de l'entreprise FMA à compter du 28 juin 2023. Le preneur du bail à loyers, à compter du 28 juin 2023, est la SARL FRANCE MARINE APPLICATION dont le gérant est Monsieur François VERVACKE.

2/ La Métropole donne un accord de principe à la sous-location d'une partie des locaux n'excédant pas 50% de la surface totale. Le sous-locataire devra impérativement avoir un siège social établi en France et détenir une majorité de capitaux français. L'activité du sous-locataire devra être conforme aux activités autorisées sur le site, à savoir des activités directement liées à la filière du nautisme, de la grande plaisance ou des technologies marines et sous-marines. Le projet de contrat de sous-location, accompagné des statuts et de l'extrait KBIS (datant de moins de trois mois) du bénéficiaire, devra être adressé à la Métropole pour délivrer l'autorisation de sous-

location. La Métropole se réserve le droit de refuser toute sous-location dont le bénéficiaire ne remplirait pas ces conditions.

### **3. EFFET**

Les clauses et conditions du bail initial, modifié par avenants 1, 2 et 3, demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

### **4. ANNEXES**

Sont annexés au présent avenant :

- Les statuts de l'entreprise FMA mis à jour le 28 juin 2023
- L'extrait d'immatriculation principale au registre du Commerce et des Sociétés

Ces annexes font partie intégrante de l'avenant.

Fait et signé en deux exemplaires originaux.

A Toulon, le

**Pour l'entreprise  
FMA,**

**Pour la Métropole  
TOULON PROVENCE  
MEDITERRANEE**

**Le Gérant  
François VERVACKÉ**

**Le Président  
Jean-Pierre GIRAN**

# **FRANCE MARINE APPLICATION (FMA)**

Société à responsabilité limitée

Au capital de 7 622,45 €

Siège social : Parc d'activités marines, Hall Sainte Sophie,  
83430 SAINT-MANDRIER-SUR-MER

RCS TOULON 444 131 734

## **STATUTS**

**Mis à jour le 28 juin 2023  
(cession de parts sociales)**

Certifiés conformes par la gérance

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'K. M.', is written over a diagonal line that crosses the text 'Certifiés conformes par la gérance'.



**EURL FRANCE MARINE APPLICATION**

Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée  
Au capital de 7 622,45 €uros

Siège social:

Parc d'Activités Marines  
Hall Sainte Sophie

83430 SAINT MANDRIER SUR MER

Le soussigné :

**Monsieur Stéphane LAMELEY**, né le 15 Mai 1970 à Saint-Nazaire, de nationalité française, demeurant au 159, Chemin de Brémond – Lot. Le Parc des Chênes n°1 – 83500 LA SEYNE SUR MER.

**a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il a décidé de constituer seul.

**ARTICLE 1 : Forme**

Il est formé, par le propriétaire des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée unipersonnelle qui sera régie par les lois en vigueur et, notamment, par les articles L. 223-1 à L. 223-43 et R. 223-1 à R. 223-36 du code de commerce et tout nouveau texte concernant cette forme de société ainsi que par les présents statuts.

**ARTICLE 2 : Objet**

La société a pour objet :

- Toutes prestations d'application de revêtement de peinture ou vernis sur navire ou autres structures dans le domaine maritime, réparation plastique, enduits de toutes natures et plus généralement tout ce qui se rapporte à la réfection de peinture de coque de navire de plaisance ou marchand.
- l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.
- toutes opérations commerciales dans les domaines susvisés ;

Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet social sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

### **ARTICLE 3 : Durée**

La durée de la société est fixée à 99 années, et ce à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, soit depuis le 19/11/2002.

Celle-ci pourra, cependant, être prolongée ou au contraire écourtée en cas de dissolution anticipée de la société.

### **ARTICLE 4 : Dénomination**

La dénomination de la société est **FRANCE MARINE APPLICATION**.

Sigle : « **FMA** »

Dans tous les actes et documents émis par la société, quels qu'ils soient, doit figurer une entête indiquant la dénomination sociale suivie de la mention « société unipersonnelle à responsabilité limitée » ou l'abréviation « EURL », suivi du montant du capital social, du siège social et du numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés.

### **ARTICLE 5 : Siège social**

Le siège social est fixé au :

Parc d'Activités Marines - Hall Sainte Sophie  
83430 SAINT MANDRIER SUR MER.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du même département ou du département limitrophe par simple décision du gérant et, en tout autre lieu, par décision de l'associé unique.

### **ARTICLE 6 : Apports**

A la constitution de la société les soussignés ont fait les apports suivants :

Monsieur Stéphane LAMELEY, apporte à la société,  
En numéraire la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTS 7 622,45 euros

Soit la somme totale de SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTS

Ci : ..... 7 622,45 euros

Il déclare et reconnaît que cette somme a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, ainsi que l'atteste le certificat délivré, cette somme est entièrement libérée, formant la totalité du capital.

## **ARTICLE 7 : Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de **7 622,45 €** (sept mille six cent vingt-deux euros et quarante-cinq centimes) divisé en 100 (cent) parts sociales de 76,22 € de valeur nominale chacune numérotées de 1 à 100 inclus, intégralement libérées, attribuées et réparties comme suit :

A **Monsieur Stéphane LAMELEY**,  
Trente parts sociales numérotées de 1 à 30 inclus, ci ..... 30 parts

A la société **TECHNICAL PAINT & SERVICES**,  
Soixante-dix parts sociales numérotées de 31 à 100 inclus, ci ..... 70 parts  
Total des parts composant le capital social ..... 100 parts

Les associés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social correspondent à des apports en numéraire et sont réparties dans les proportions indiquées ci-dessus.

## **ARTICLE 8 : Modification du capital social**

### **8.1 AUGMENTATION DU CAPITAL**

Le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois, par la création, avec ou sans prime, de parts nouvelles ordinaires ou privilégiées, attribuées en représentation d'apport en nature ou numéraire, ou encore par incorporation de tout ou partie des bénéfices et des réserves, au moyen de la création de parts nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes et tout autre procédé autorisé par la loi. Sous peine de nullité de l'augmentation de capital, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire.

La décision d'augmenter le capital est prise par l'associé unique dans les conditions prévues par la loi et les statuts et celles qui seront arrêtées par l'associé unique qui pourra instituer un droit préférentiel de souscription.

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts en numéraire, le dépôt et le retrait des fonds auront lieu conformément à l'article L. 223-32 du code de commerce. Les parts doivent lors de leur souscription être libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale, le solde devant être libéré en une ou plusieurs fois, sur décision de la gérance, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive et dans les conditions prévues par l'article 11 des présents statuts.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserve ou de bénéfices, l'associé unique déterminera ses droits éventuels de porteur de parts en industrie.

En cas d'augmentation de capital par apports en nature, ceux-ci seront évalués au vu d'un rapport établi par un commissaire aux apports désigné par décision de l'associé unique ou par décision de justice à la demande du gérant. Le consentement de l'associé exprimé dans le contrat ou le traité d'apport rendra cet apport définitif.

### **8.2 REDUCTION DU CAPITAL**

Le capital social pourra être réduit, quels que soient le motif et le mode de réalisation de cette réduction ; cette réduction sera autorisée par décision de l'associé unique.

Le projet de réduction de capital est communiqué au commissaire aux comptes, s'il en existe, quarante-cinq jours, au moins, avant la date de prise de décision par l'associé. Les créanciers antérieurs pourront former opposition dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

## **ARTICLE 9 : Cession et transmission des parts sociales**

### 9.1 Droits et obligations attachés aux parts sociales

Chaque part donne droit, dans l'actif social et les bénéfices, à une fraction égale et proportionnelle au nombre de parts créées et ce, quels que soient l'époque de cette création et le régime fiscal éventuellement propre à certaines d'entre elles

Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sauf exceptions légales, l'associé unique n'est responsable que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'il possède. Au-delà, tout appel de fonds est interdit, la contribution aux pertes pour l'apporteur en industrie se limitera à la perte de tout bénéfice.

Il peut exercer le droit de communication permanent ou temporaire qui lui est accordé par les textes en vigueur.

Les droits et obligations attachés aux parts sociales suivent ces dernières dans quelques mains qu'elles passent.

La possession d'une part, y compris en industrie, emporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la société et aux décisions régulièrement prises.

Les représentants, héritiers, ayants cause ou créanciers de l'associé unique, même s'ils comprennent des mineurs ou des incapables, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer, en aucune manière, dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions régulièrement prises.

### Article 9.2 Représentation et libération des parts sociales

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de l'associé unique résultent des statuts, des actes modificatifs, ainsi que des actes portant cession ou mutation de parts sociales.

Le montant des parts à souscrire en numéraire est d'au moins un cinquième lors de la constitution et d'un quart lors des augmentations de capital en numéraire ; le solde restant à verser est appelé par la gérance en une ou plusieurs fois et aux conditions et modalités qu'elle fixera, sans que la libération des parts puisse excéder un délai maximal de cinq ans, sen le cas, soit à compter de la transformation de la société au registre du commerce et des sociétés, soit à compter du jour où l'augmentation de capital sera définitive. Toutefois, préalablement à toute augmentation de capital en numéraire, le capital social doit être intégralement libéré sous peine de nullité de l'augmentation ainsi qu'il est indiqué à l'article 8.1 des présents statuts.

Les appels de fonds sont effectués trente jours au moins à l'avance.

Préalablement à toute cession, les parts en numéraire doivent être intégralement libérées.

### Article 9.3 Indivisibilité des parts sociales

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part. Les copropriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par l'un d'eux considéré par elle comme seul propriétaire. À défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir pour faire désigner, par justice, un mandataire chargé de représenter tous les indivisaires.

Le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propiétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

#### Article 9.4 Cession de parts entre vifs.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte notarié ou sous seing privé. Elles sont rendues opposables à la société soit dans les formes prévues à l'article 1690 du code civil (signification par ministère d'huissier ou acceptation dans un acte authentique), soit par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt.

Même si l'associé unique et le gérant quant il existe sont intervenus à l'acte sous seing privé, les cessions ne seront opposables aux tiers qu'après l'accomplissement de l'une ou l'autre de ces formalités et, en outre, le dépôt des statuts modifiés, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Les parts en industrie sont incessibles.

L'associé unique est libre de céder entre vifs tout ou partie de ses parts; la signature de l'acte de cession par celui-ci emportera de plein droit agrément du cessionnaire.

En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés, mais elles ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les 3/4 des parts sociales, cette majorité, applicable sur première et s'il y a lieu sur seconde convocation, est déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant. Toutefois, ce consentement n'est pas nécessaire pour les cessions consenties entre conjoints ou entre ascendants et descendants. À cet égard, les cessions intervenant entre associés « pacsés » seront considérées comme des cessions à des tiers étrangers et soumises à la procédure d'agrément. Cette procédure se déroulera dans les conditions et selon les modalités de l'article L. 223-14 du code de commerce.

Droit du conjoint du cessionnaire commun en biens. Si l'acquisition des parts sociales a lieu au moyen de deniers communs, le conjoint du cessionnaire devra en être averti et il en sera justifié dans l'acte. La revendication éventuelle de la qualité d'associé par le conjoint du cessionnaire sera notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. L'agrément donné au cessionnaire vaut pour son conjoint dans la mesure où il a notifié son intention d'association à l'occasion de la cession; de même, le refus d'agrément du cessionnaire entraînera celui de son conjoint. L'agrément ou le refus d'agrément est global dans ce cas.

En revanche, lorsque le conjoint du cessionnaire, non renonçant, revendique dans les formes indiquées ci-dessus, après la signature de l'acte de cession, la qualité d'associé, il ne pourra devenir associé qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette majorité étant déterminée sans tenir compte des parts de son conjoint acquéreur des parts qui ne peut prendre part au vote.

Les délais d'examen de la revendication du conjoint sont les mêmes que ceux indiqués ci-dessus pour l'associé cédant. Au cas considéré, la procédure de rachat ou de réduction du capital ne pourra jouer. L'assemblée pourra seulement décider dans le délai de trois mois :

- soit l'agrément du conjoint du cessionnaire qui entre dans la société; la qualité d'associé lui est alors reconnue pour la moitié des parts déjà acquises par l'autre conjoint associé pour l'autre moitié;



- soit le refus d'agrément du conjoint du cessionnaire de sorte que seul le conjoint cessionnaire demeure associé pour la totalité des parts acquises.

À défaut de notification par la société d'une des solutions énoncées ci-dessus dans le délai de trois mois, l'agrément du conjoint est alors réputé acquis.

Les mêmes droits et obligations seront reconnus au conjoint de l'apporteur en cas d'augmentation de capital réalisée au moyen de biens ou deniers communs ainsi qu'à la société.

L'associé unique est libre de céder entre vifs tout ou partie de ses parts; la signature de l'acte de cession par l'associé unique emportera de plein droit agrément du cessionnaire.

#### Article 9.5 Nantissement des parts

Les parts sociales ne peuvent être données en nantissement que si elles ont été intégralement libérées. Dans ce cas, le débiteur reste associé et exerce le droit de vote attaché à ces parts. Ce nantissement devra être publié sur un registre spécial dans les conditions de l'article 2338 du code civil et du décret 2006-1804 du 23 décembre 2006.

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera l'agrément de l'adjudicataire en cas de vente en justice ou de l'attribution judiciaire (c. civ. art. 2347) ou conventionnel en application du pacte comissoire (c. civ. art. 2348) des parts nanties à moins que la société ne préfère, après la cession ou l'attribution, acquérir les parts sans délai en vue de réduire son capital; en cas d'acquisition des parts par la société, celle-ci devra verser au créancier la valeur des parts arrêtée par l'expert désigné conformément à l'article 2348 du code civil.

#### Article 9.6 - Transmission des parts sociales en cas de décès ou de liquidation de communauté

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux même pour une cause autre que le décès, notamment : divorce, séparation de corps ou de biens, ou encore changement de régime matrimonial.

En cas de décès de l'associé unique, la société se poursuit avec ses héritiers.

L'exercice des droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé est subordonné à la production de la justification de la qualité d'héritier ou de légataire, sans préjudice du droit pour la gérance de requérir de tout notaire la délivrance d'expédition ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Tant que durera l'indivision, celle-ci ne sera comptée que pour une seule tête pour le calcul de la majorité requise pour la prise des décisions collectives. Ce n'est qu'après avoir notifié à la gérance un acte régulier de partage des parts indivises que les héritiers, ayants droit et conjoint survivant seront considérés individuellement comme associés.

#### Article 9.7- Décès ou incapacité d'un associé

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique.

En cas de décès, elle continue dans les conditions stipulées à l'article 14.

## ARTICLE 10 : Gérance

### 10.1 NOMINATION ET POUVOIR DU GERANT

Au cours de la vie sociale, il peut être nommé un gérant par décision collective ordinaire de l'associé unique.

A cet effet, le gérant pourra faire tous les actes de gestion qu'il jugera utiles au bon fonctionnement de la société. A l'égard des tiers, il disposera des pouvoirs les plus étendus pour représenter la société et agir en son nom en toutes circonstances.

Vis-à-vis des tiers, le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir, en toute circonstance, au nom de la société, sous réserve des pouvoirs que le code de commerce attribue expressément aux associés.

En cas de pluralité de gérants, un gérant pourra faire opposition aux actes d'un autre gérant, mais cette opposition ne sera valable dans ses rapports avec le ou les associés que si elle est faite avant que l'opération en cause soit conclue et, dans ses rapports avec les tiers, que s'il est établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

Le gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toutes délégations spéciales et temporaires pour des opérations déterminées à tout mandataire de son choix. En cas de pluralité de gérants, le choix de ce mandataire devra être décidé par eux en agissant conjointement et d'un commun accord.

Le ou les gérants sont responsables individuellement ou solidairement, selon le cas, envers la société ou envers les tiers dans les cas et conditions prévus par l'article L. 22322 du code de commerce.

### 10.2 CESSATION DES FONCTIONS DE GERANT

Les gérants peuvent mettre fin unilatéralement à leurs fonctions, mais seulement en prévenant l'associé et les autres cogérants s'il y a lieu, trois mois au moins à l'avance, par lettre recommandée.

La démission ou le décès d'un gérant n'entraîne pas la dissolution de la société.

Dans ce cas, l'associé unique ou la collectivité des associés nomme un nouveau gérant; toutefois, cette nomination serait seulement facultative dans le cas où il existerait un ou plusieurs autres gérants.

L'incapacité physique dûment constatée pendant une année, ou l'incapacité légale du gérant seront assimilées au cas de décès.

En cas de décès du gérant unique, le commissaire aux comptes ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder à son remplacement.

Chacun des gérants, associé ou non, est révocable par décision de l'associé unique ou des associés.

Si la révocation est décidée sans justes motifs, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

Enfin, un gérant peut être révoqué par le tribunal pour cause légitime à la demande de tout associé.

Le ou les gérants sont responsables notamment dans les termes de l'article L. 223-22 du code de commerce.

### 10.3 REMUNERATION DU GERANT

Les gérants associés ou non peuvent recevoir un traitement annuel, fixe ou proportionnel, dont la quotité et le mode de paiement ne peuvent être déterminés que par décision ordinaire de l'associé unique ou des associés.

La fixation de la rémunération du gérant n'est pas une convention.

Les frais de représentation, de voyage et de déplacement leur sont remboursés, soit d'une manière forfaitaire, soit sur présentation de pièces justificatives, selon ce qui sera décidé par l'associé unique.

### Article 11 - Conventions entre la société et l'un de ses associés ou gérants

I. Le gérant ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes, présente à l'associé unique, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associé. L'associé unique statue sur ce rapport.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à la décision de l'associé unique.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé et que la convention est conclue avec celui-ci, il en est seulement fait mention au registre des délibérations prévu à l'article 13 des statuts.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions qui précèdent s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

II. Les dispositions du paragraphe I ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

III. À peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associé autre que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux de la personne morale associée; elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées ci-dessus, ainsi qu'à toute personne interposée.

### Article 12 - Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 en cas de dépassement des seuils fixés à l'article R. 221-5 sur renvoi de l'article R. 223-27 du code de commerce. Le ou les commissaires exercent leurs fonctions conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

### Article 13 - Forme des décisions



L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les statuts à l'assemblée des associés. Les règles de consultation écrite, de convocation, de représentation, de quorum et de majorité sont alors inapplicables.

L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Les décisions prises au lieu et place de l'assemblée sont répertoriées dans un registre coté et paraphé dans les conditions prévues par l'article R. 223-26 du code de commerce.

#### **Article 14 - Époque et nature des décisions collectives**

Les décisions de l'associé unique peuvent être prises à toute époque.

Toutefois, la décision statuant sur les comptes de chaque exercice social doit obligatoirement avoir lieu dans le délai de six mois à compter de la clôture dudit exercice, sauf demande de prorogation judiciaire.

Les décisions sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires selon leur objet.

#### **Article 15- Décisions ordinaires.**

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions ne concernant ni l'agrément de nouveaux associés, ni des modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi. Ainsi par décision ordinaire il peut être procédé à la suppression dans les statuts de la mention du nom du gérant ayant cessé ses fonctions pour quelque cause que ce soit.

Elles ont notamment pour objet de statuer sur les comptes de chaque exercice et sur l'affectation à donner aux résultats, de nommer et révoquer les gérants même statutaires, de nommer le ou les commissaires aux comptes, d'autoriser les gérants à effectuer certaines opérations, d'approuver les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associé, ou de donner une autorisation préalable aux conventions conclues avec la société par un gérant non associé lorsqu'il n'existe pas de commissaire aux comptes.

En présence de plusieurs associés ces décisions sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

#### **Article 16- Décisions extraordinaires**

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions de l'associé portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts, sauf dans les cas où les dispositions du code de commerce et l'article 25 des statuts prévoient que cette modification peut être effectuée par une décision ordinaire.

Elles ont notamment pour objet l'augmentation ou la réduction du capital, la modification de l'objet ou de la dénomination, la fusion avec une autre société, la transformation en société d'une autre forme.

En cas de pluralité d'associés l'assemblée ne délibère que si les associés présents ou représentés possèdent au moins sur première convocation le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. Les décisions sont adoptées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

#### **Article 17 : Exercice et comptes sociaux**

Chacun des exercices sociaux débiteront le 01 Janvier pour être clos le 31 Décembre de chaque année.

Les comptes annuels, l'inventaire, le rapport de gestion, les rapports spéciaux du gérant et les rapports du commissaire aux comptes s'il existe, seront établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Les comptes annuels seront approuvés par l'associé unique, qui décidera ensuite de l'affectation du résultat.

### **Article 18 : Affectation et répartition du résultat**

L'associé unique approuve les comptes, le cas échéant, après rapport du commissaire aux comptes dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice conformément aux dispositions du code de commerce (c. com. art. L. 223-31 et L. 241-5). Si l'associé unique est le seul gérant, le dépôt au registre du commerce et des sociétés, dans les 6 mois de la clôture de l'exercice, de l'inventaire et des comptes annuels, dûment signés, vaut, en application de l'article L. 223-31 du code de commerce, approbation des comptes sans que l'associé unique ait à porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

Toutefois cette approbation ne le dispense pas de doter, s'il y a lieu, la réserve légale et de se prononcer sur l'affectation du résultat.

Dans tous les cas l'associé unique se prononce sur l'affectation à donner aux résultats de cet exercice et consigne sa décision sur le registre conformément à l'article 13 des statuts.

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat, par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit " réserve légale ". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la " réserve légale " est descendue au-dessous de cette fraction.

L'associé unique décide souverainement de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs et détermine notamment la part à distribuer sous forme de dividende.

L'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle ou il a la disposition, en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes reportées par décision de l'associé unique sont inscrites à un compte spécial figurant au passif du bilan, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou apurées par prélèvement sur les réserves. Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital, augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

La publicité relative aux comptes et à l'affectation du résultat prévue à l'article L. 232-22 du code de commerce aura lieu, si l'option pour le dépôt des comptes valant approbation

n'a pas été retenue, sous la responsabilité du gérant, dans le mois qui suit leur approbation par l'associé unique.

### **Article 19 Paiement des dividendes**

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'associé unique, ou, à défaut, par les gérants.

Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation accordée par ordonnance du président du tribunal de commerce, statuant sur requête à la demande des gérants.

### **Article 20 Transformation**

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme ou en société civile s'il y a lieu sans que cette opération n'entraîne la création d'une personne morale nouvelle.

Cette transformation sera décidée aux conditions requises selon le type de société retenu et dans les termes de l'article L 223-43 du code de commerce.

### **Article 21 Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, l'associé unique décide, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société en application des dispositions de l'article L. 223-42 du code de commerce.

Si la dissolution n'est pas prononcée par l'associé unique, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par l'associé unique doit être publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège social et inscrite au registre du commerce et des sociétés.

À défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes, s'il en existe, de provoquer une décision ou si l'associé n'a pas valablement décidé, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

### **Article 22 Dissolution - Liquidation**

I. En présence d'un associé unique personne physique, la société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quelle qu'en soit la cause. Cette dissolution interviendra dans les conditions de l'article 1844-8 du code civil.



Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, la mention " Société en liquidation " ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par l'associé unique ou par une personne qu'il nomme ou, à défaut, par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête de tout intéressé.

En toute hypothèse, le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la société ; il a les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif et acquitter le passif.

Un ou plusieurs contrôleurs peuvent être nommés dans les mêmes conditions que les liquidateurs.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges, est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts à titre de remboursement du capital non amorti en premier lieu et de répartition de boni ensuite.

II. En présence d'un associé unique personne morale, la dissolution de la société décidée par celui-ci entraînera transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Cette transmission et l'exercice éventuel des droits des créanciers auront lieu conformément à l'article 1844-5 du code civil.

### **Article 23 Pouvoirs.**

Toutes les formalités requises par le code de commerce à la suite des présentes, notamment en vue de la transformation de la société au registre du commerce et des sociétés, seront faites à la diligence et sous la responsabilité des gérants pouvant agir séparément avec la faculté de se substituer tout mandataire de leur choix.

De plus, tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour toute formalité pouvant être accomplie par une personne autre que le gérant.

### **Article 24 - Contestations**

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

Fait en 3 originaux

Fait à Six Fours les Plages, le 01/07/2018

Signature de l'associé unique

**Monsieur Stéphane LAMELEY**

*Signature précédée de la mention « bon pour acceptation des fonctions de gérant »*

*Bon pour acceptation des fonctions de gérant*

*[Signature]*

**Extrait Kbis**

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**

à jour au 25 juillet 2023

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	444 131 734 R.C.S. Toulon
<i>Date d'immatriculation</i>	19/11/2002
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	<b>FRANCE MARINE APPLICATION</b>
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Capital social</i>	7 622,45 Euros
<i>Adresse du siège</i>	Parc d'Activités Marines Hall Sainte-Sophie 83430 Saint-Mandrier-sur-Mer
<i>Activités principales</i>	Application de revêtements de peinture ou vernis sur navires ou autres structures dans le domaine maritime réparation plastique enduits de toutes natures réfection de peinture de coques de navires de plaisance ou marchand
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 19/11/2101
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES**

**Gérant**

<i>Nom, prénoms</i>	VERVACKE François
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 12/06/1969 à Boulogne-Billancourt (92)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	St Aygulf 27 Impasse Maurice Ravel 83370 Fréjus

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

<i>Adresse de l'établissement</i>	Parc d'Activités Marines Hall Sainte-Sophie 83430 Saint-Mandrier-sur-Mer
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Application de revêtement de peinture ou vernis sur navire ou autres structures dans le domaine maritime, réparation plastique, enduits de toutes natures, réfection de peinture de coque de navire de plaisance ou marchand
<i>Date de commencement d'activité</i>	15/05/2016
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'AUTRE ETABLISSEMENT DANS LE RESSORT**

<i>Adresse de l'établissement</i>	159 Chemin De Bremond Lot. Le Parc des Chênes N°1 83500 La Seyne-sur-Mer
<i>Nom commercial</i>	F M A
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Application de revêtements de peinture ou vernis sur navires ou autres structures dans le domaine maritime réparation plastique enduits de toutes natures réfection de peinture de coques de navires de plaisance ou marchand
<i>Date de commencement d'activité</i>	04/11/2002
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création

**Greffé du Tribunal de Commerce de Toulon**

140 Boulevard Maréchal LECLERC

CS 30509

83041 TOULON CEDEX CEDEX

N° de gestion 2002B01210

*Mode d'exploitation*

Exploitation directe

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT